

PAGES DE GAUCHE

NUMÉRO 14, JUILLET-AOÛT 2003

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

Pression démographique

Qu'est-ce qui unit Michel Rocard, Bernard Kouchner, Gerhard Schröder et Joschka Fischer? La réforme des retraites. Alors que les deux socialistes français se sont exprimés en faveur du projet Fillon, Schröder et Fischer ainsi que leurs partis considèrent que la «pression démographique» rend inévitable une réduction des rentes. Lisez: la (contre-)réforme de l'assurance-vieillesse est une fatalité; toute solution alternative serait une aberration. Tiens.

Et en Suisse? Même discours, sauf qu'ici le débat est enrichi par des propositions comme celle de l'économiste saint-gallois Franz Jäger qui préconise une augmentation des rentes en fonction du nombre d'enfants. Histoire de prévoir soi-même le financement de ces vieux jours comme jadis au 19^{ème} et pendant la première moitié du 20^{ème} siècle.

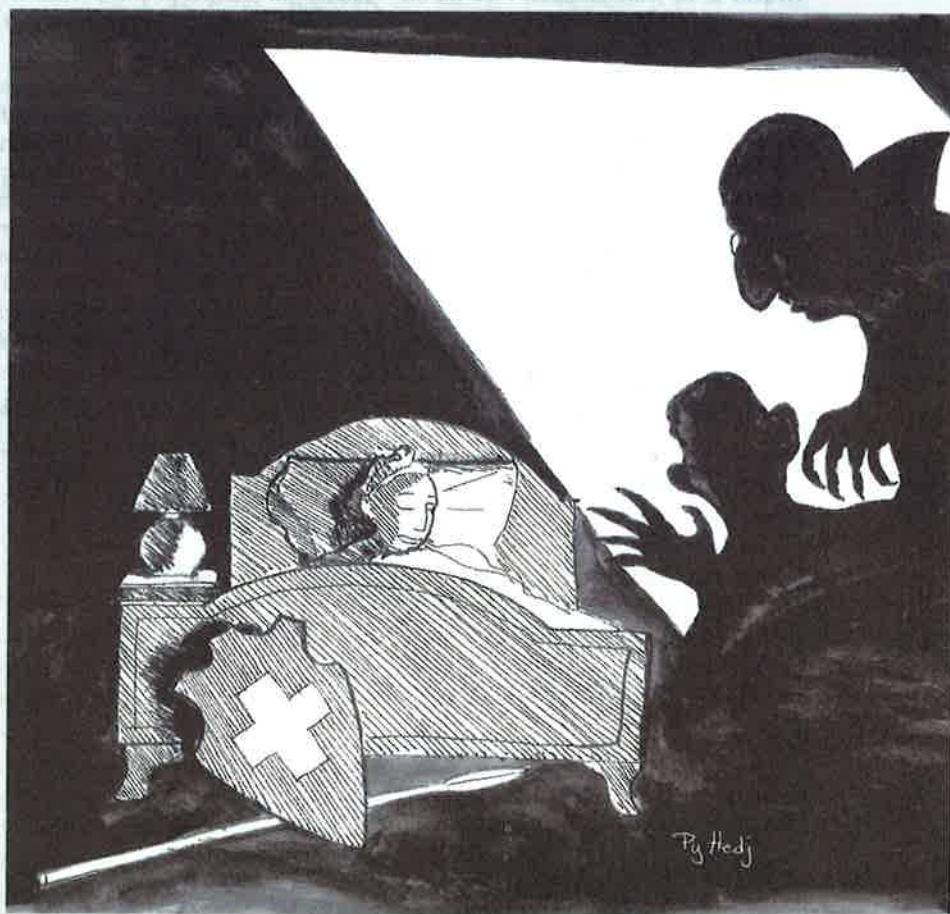
Soyons sérieux. Lors de la création de l'AVS en 1948, la population était déjà en train de vieillir et des projections sur trente ans auraient pu inciter la droite à ne jamais l'introduire. Or, à l'époque le patronat entendait pérenniser le climat de paix sociale afin de profiter de la reprise économique de l'après-guerre.

Aujourd'hui comme hier, le problème de l'AVS est politique. La droite de ce pays mène une politique de confrontation de plus en plus dure contre les quelques acquis sociaux que nous connaissons en Suisse. Au lieu de se tourner vers des sources de financement alternatives telles que la hausse de la fiscalité sur les entreprises et les hauts revenus ou encore un impôt fédéral sur les successions, elle préfère s'en prendre à ceux qui vivent déjà avec peu. Elle répond ainsi à une pression démographique bien réelle: celle des milieux possédants de ce pays.

Réd.

Fin de législature: où va la Suisse?

Dossier pp. 5-12



Bonnes vacances

En cette période de canicule et de farniente, *Pages de Gauche* vous propose de vous aérer les neurones avec *Jonathan Coe* et *Radiohead*.

Cette Angleterre d'avant Lady Margaret

Dans l'hilarant *Testament à l'Anglaise*, Jonathan Coe s'attaquait, avec une ironie digne d'un Oscar Wilde ou d'un Tom Sharpe dans *Fumiers & Cie*, à cette *upper-middle class* déjantée et enfantée par l'ère Thatcher. Dans *Bienvenue au Club*, Jonathan Coe explore cette fois-ci l'effervescence juvénile des contre-cultures rock, punk ou babacool de l'industrielle Birmingham des seventies, avec un souci majeur: exhiber ce que les années Thatcher allaient détruire, les syndicats d'abord et la vie ensuite.

Cette histoire engagée, Jonathan Coe la conte au travers d'une bande de jeunes lycéens et de leurs familles. Fille ou fils d'ouvriers, ces jeunes découvrent l'impitoyable sélection de l'école anglaise mais aussi la lente montée du chômage, du racisme, des luttes sociales et des grèves syndicales. A mesure que le récit avance, Jonathan Coe le parsème d'instantanés volés par une jeunesse en proie aux premiers appels de l'amour; moments volés à une atmosphère pesante et qui fait craindre une victoire des conservateurs aux élections générales et avec elle, le spectre de la *Dame de fer*.

Bienvenue au club, Jonathan Coe, Gallimard, Paris, 2003, 259p.

Hail to the Thief, Radiohead, EMI Records, 2003.

Après quinze ans d'existence, le groupe d'Oxford sort un sixième album. Propulsé en 1993 sur le devant de la scène avec le succès mondial du single *Creep*, puis d'un album magistral nommé *OK Computer* en 1997, Radiohead avait ensuite proposé une production électro-minimaliste beaucoup plus expérimentale. Annoncé comme l'album du retour aux sources, *Hail to the Thief* («Gloire au Voleur») reste insaisissable. Si les guitares sont de retour, l'électronique n'a pas déserté ce disque dense qui nécessite plusieurs écoutes pour en découvrir toutes les facettes. À l'image d'une peinture abstraite, leur musique, quelque peu abrupte et sombre au premier abord, devient lentement envoûtante, à l'image de la voix de Tom Yorke.

Radiohead n'a jamais caché son engagement politique et ce *Hail to the Thief* en est particulièrement marqué. À commencer par le titre de l'album, qui fait référence à un slogan scandé lors de manifestations contre l'élection douteuse de George W. Bush. Les textes des 14 chansons évoquent un univers qui rappelle celui du *Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley, en résonance avec l'actualité internationale post-11 septembre 2001.

La rédaction

Sommaire

Pression démographique?	p. 1
Bonnes vacances	p. 2
Assurance-maladie: privatisation et caisse unique	p. 3
La position syndicale sur la libre circulation des personnes: réponse à Oscar Tosato	p. 4
Dossier: Bilan de législature	pp. 5-12
Et si seule la cravate était rouge...	p. 13
On oublie tout et on recommence	p. 14
Humeur, Ils l'ont dit	p. 15
La dernière, agenda	p. 16

Pages de gauche Mensuel d'opinions socialistes.
Case postale 3567, 1002 Lausanne.

Abonnement annuel: 39 francs – Abonnement de soutien: 100 francs.
Contact par courrier ou à info@pagesdegauche.ch – www.pagesdegauche.ch

Les illustrations du numéro



Les illustrations de ce numéro rompent avec l'habitude de trouver des photographies qui illustrent la thématique du dossier et traversent l'ensemble du journal. Ce mois nous avons des dessins satiriques qui commentent l'actualité et les thèmes qui intéressent *PdG*. Le nom du dessinateur est un pseudonyme, comme vous pouvez vous en douter. Quelques indices sur sa véritable identité: Il fit ses premières armes de caricaturiste dans un journal de classe intitulé «Le fourre-tout», il est social-démocrate romand, tendance main stream. Il participe à la rédaction d'un journal mensuel de gauche. Autre détail, il est légèrement ventripotent. Mais il n'aime pas qu'on le lui dise, ou qu'on lui conseille, même gentiment, de suivre des séances de weight watchers, ce qu'a fait une députée vaudoise qui y avait déjà envoyé son mari.

Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CA), Carole-Anne Kast (CK), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Yves Steiner (YS) Christian Vulliod (CV).

Comité:

Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys.

Imprimeur:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Assurance-maladie: privatisation et caisse unique

Face à la réforme en cours de la Loi sur l'assurance-maladie (LAMal), il faut revenir à la charge. La caisse unique est une réponse parmi d'autres.

La session d'été 2003 des Chambres fédérales restera, à n'en point douter, pour les questions sociales abordées au cours de la législature 1999-2003, une «session catastrophe»! L'AVS et les caisses de pension annoncent des réductions de rentes. Les Chambres accordent des cadeaux fiscaux. Enfin, l'assurance-maladie n'échappe pas aux attaques frontales de la droite. Elle intègre désormais tous les ingrédients de la privatisation de ce qui lui reste de sa dimension sociale. La majorité de droite de ce pays lamine la solidarité.

2^{ème} Révision de la LAMal

Traitée désormais par les deux Chambres, la révision de la LAMal prend forme. Ainsi, le financement hospitalier met à égalité les hôpitaux publics, subventionnés et les cliniques privées. Il décharge les assurances complémentaires privées pour transférer un milliard de francs sur les pouvoirs publics. Les cantons devront revoir leur planification en intégrant le secteur privé... et en le subventionnant! Et puis, le principe de la fin des planifications hospitalières, à court terme, est édicté accompagné d'un financement qui donnera pouvoir et compétences aux assureurs pour passer contrat avec des hôpitaux ou certains de leurs services... selon des critères à définir! La levée de l'obligation de contracter réduit le choix du médecin. Quant aux subventions pour les assurés économiquement modestes,

on en reste aux bonnes intentions. Le Parlement y a alloué 200 millions de francs supplémentaires. Il en fallait 500 selon les cantons! En tout, ces derniers «héritent» donc d'un trou financier de 1,5 milliards de francs et de tous les germes du chaos.

La gauche évincée

Les requêtes socialistes ont toutes été rejetées. Les médias les ont ignorées. Elles touchent pourtant des points essentiels: la planification hospitalière intercantonale, la planification fédérale de la médecine de pointe, le refus du financement par les pouvoirs publics des cliniques privées, des montants suffisants pour la réduction des primes, des prix de médicaments moins onéreux, une clause du besoin pour les équipements high-tech, notamment. Cette régulation étatique rejetée, la concurrence introduira, c'est évident, la médecine à trois vitesses (initiative UDC en cours).

Le chaos pour aboutir

Les cantons rencontreront les pires difficultés pour assumer cette révision de la LAMal. Dans le secteur hospitalier et dans la définition des besoins en médecins, il y aura légitimement des recours par milliers. Comment pourra-t-on fermer des cliniques privées, exclure des médecins de la LAMal sans critères clairs et sans générer de violentes réactions aboutissant devant les tribunaux? Le chaos est donc garanti. La stratégie va de soi: la droite condamnera ensuite

**Genève après le G8:
Les «Banks Blocks» sont de retour!**



ces cantons «incapables d'assumer leurs responsabilités» et aura beau jeu de solliciter le pouvoir des caisses. La privatisation sera ainsi présentée comme le moindre mal...

Caisse unique

Le tableau est peu réjouissant. C'est dans ce contexte que l'on doit appréhender la problématique de la caisse unique: dans son principe et non dans les méandres de sa concrétisation, car le projet est complexe et peut prendre de multiples formes. L'essentiel réside désormais, une fois de plus, dans le débat sur la philosophie à privilégier: veut-on laisser la concurrence sévir ou favoriser la régulation par l'autorité politique d'un secteur par excellence de service public?

Ne cédon point. Malgré le refus des propositions socialistes, il faut revenir à la charge. La population se doit d'être confrontée à la possibilité de débattre et de choisir. Non, contrairement à ce qu'affirment certains médias, il n'est pas temps de passer à autre chose! La caisse unique est un moyen, certes partiel, de démontrer que l'on doit envisager des réformes structurelles pour dégager de la transparence, de la cohérence et de la solidarité. Nous refuserons tout rationnement des soins avant d'avoir exploré toutes les pistes pour utiliser au mieux les ressources publiques.

**Stéphane Rossini,
conseiller national,
Haute-Nendaz (VS)**

La position syndicale sur la libre circulation des personnes: réponse à Oscar Tosato

Le point de vue en matière de libre circulation des personnes développé par Oscar Tosato dans le numéro de juin, appelle à une clarification. PSS et USS s'appuient sur une position orientée vers la défense des conditions de travail tout en rejetant toute conception xénophobe de la politique migratoire.

Avoir les idées claires, les diffuser et les répéter est le devoir de tout parti ou syndicat. Dans le numéro de juin, Oscar Tosato formule cette exigence en vrac à propos de l'asile, la régularisation du travail clandestin, l'établissement et le séjour des étrangers et, en filigrane, l'extension de la libre circulation aux pays de l'Est. En fait, son propos concerne la question fondamentale de la liberté de circuler.

Position claire

Le PSS a adopté sa position sur ce thème lors du congrès de Zurich. Elle est très claire et correspond à l'approche syndicale. Le PS et l'USS acceptent la liberté de circuler uniquement si la Suisse se donne les moyens dans sa législation interne d'empêcher le dumping social et salarial. Cette position a le mérite d'être débarrassée de tout aspect identitaire et d'orienter le débat vers la défense du monde du travail dans son rapport de forces avec le patronat: ce qui importe ce n'est pas l'origine de la

personne, mais les conditions de travail qui lui sont proposées.

Union sacrée avec la droite?

Dans la hiérarchie des valeurs, cette position pose d'abord le droit à mener une vie digne de salarié avant celui de circuler. L'objection faite par Oscar Tosato avec d'autres au sein ou à gauche du PS est la suivante: en mettant des obstacles légaux à la liberté de migrer, y compris des dispositifs anti-dumping, on favorise le travail clandestin. Cet argument est dangereux. C'est celui qu'oppose systématiquement le monde patronal quand il est question d'améliorer une convention collective ou le droit du travail: si vous nous imposez cela, la loi, la convention collective ne seront pas respectées et les entreprises embaucheront au noir (voir les débats sur les congés payés, la limitation du travail hebdomadaire, le salaire minimum, les 35 heures, etc.). Tirer du fait que l'Etat de droite ne se donne pas les moyens de faire respecter le droit du travail la conclusion qu'il faut accepter de l'affaiblir ou de le maintenir à un niveau inacceptable est une solution libérale. D'ailleurs, la droite radicale et économistes exigent que les dispositions à peine suffisantes en droit - mal appliquées en fait - accompagnant la libre circulation avec l'Union européenne (UE) à quinze soient simplement étendues aux pays de l'Est, sans renforcement, parce que disent-ils «nos PME ont besoin de ces travailleurs». La demande d'Oscar Tosato d'étendre sur la base des premières mesures d'accompagnement avec l'UE la libre circulation à la planète entière doit l'amener à adopter à la lettre la position des radicaux et d'économistes sur son extension aux pays de l'Est. Faire l'union sacrée avec la droite la plus libérale et la plus antisociale en laissant un boulevard à l'extrême droite pour plaquer sur sa bataille identitaire contre «la surpopulation

étrangère» un vernis de défense des intérêts des salariés, c'est la conséquence concrète grave à laquelle conduirait cette approche.

Défendre les conditions de travail

Les partisans de cette position entonnent volontiers pour se sortir de cette difficulté le couplet sur la faiblesse syndicale: que le patronat ait un réservoir d'offre de forces de travail illimité ne poserait pas de problème social si les syndicats n'étaient pas si faibles. On entend aussi ce discours dans les milieux d'extrême gauche. Ils ont l'occasion d'ailleurs d'en vérifier le fondement par leur propre pratique dans les syndicats où ils sont majoritaires.

Très bien: les syndicats ont besoin de l'engagement désintéressé de toutes les bonnes volontés. Mais dans ce travail de renforcement, il ne faut pas commencer par les inviter à adopter la position patronale sur l'immigration ni les caricaturer en les accusant de soutenir le travail clandestin (alors qu'ils demandent depuis longtemps la régularisation collective sur critères de ceux qui vivent et travaillent ici). Pour renforcer le monde syndical, il faut soutenir une position simple: toute personne qui souhaite venir vivre et travailler ici a droit au salaire et aux conditions de travail pratiquées en faveur des forces de travail déjà présentes sur notre sol. Que l'employeur qui ne peut garantir cela se débrouille en essayant de recruter sur le marché du travail intérieur. Et s'il engage au noir, battons-nous pour que le droit lui impose des sanctions dissuasives réellement appliquées, mais ne nous résignons pas à la légalisation de l'exploitation.

Pierre-Yves Maillard
conseiller national

brève

Monsieur Jardinier

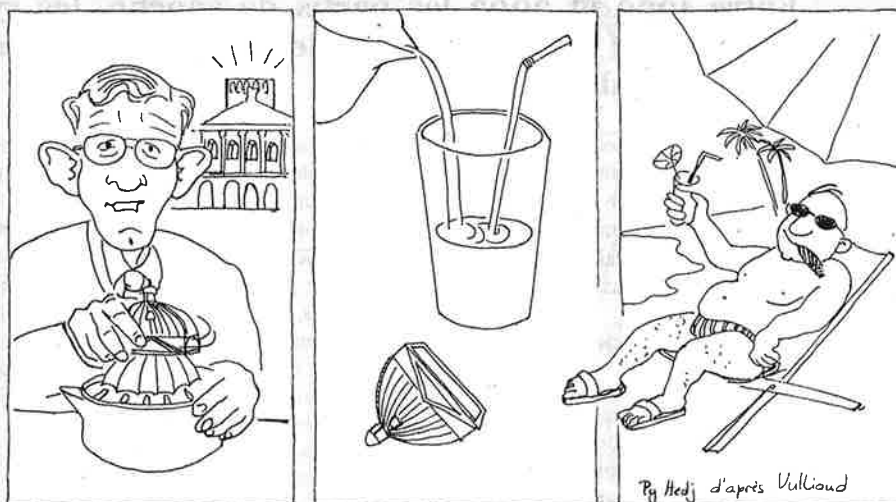
Dimanche à l'aube, 80 policiers prennent d'assaut une bâtisse dans l'Hérault, brisent la porte d'entrée, débusquent leur brigand, le menottent et l'emmènent en hélicoptère direction la prison de Villeneuve-les-Maguelone, non loin de Montpellier. Le dangereux malfaiteur? José Bové. L'animateur à la moustache fournie et au teint Ricard de la Confédération paysanne, surtout connu de la Justice française pour ses travaux de jardinage. Un dangereux arracheur de mauvaises herbes qui, merci Monsieur le Premier Ministre, est en passe de devenir l'ami public numéro un.

DOSSIER BILAN DE LÉGISLATURE

Mettre en évidence les faits marquants de la politique fédérale de ces quatre dernières années, n'est pas tâche facile. Une chose est cependant certaine: le climat social s'est durci en Suisse, les attaques de la droite contre l'Etat social se poursuivent et les écarts de richesse se creusent.

Dans ce dossier, *Pages de Gauche* présente d'une part un bref bilan de l'évolution de la gauche politique, syndicale et sociale depuis 1999 (pp.6/7). D'autre part, la droitisation du parti radical (p.8) et la lutte pour la défense des services publics (p.9) sont abordées. Ensuite, un article met en lumière des aspects de la distribution de la richesse en Suisse et se penche sur l'inquiétante réalité des *working poor* (pp.10/11). Pour terminer, la rédaction propose une perspective pour l'ensemble de la gauche axée autour de la lutte pour la démocratie économique (p.12).

Cadeaux fiscaux avant les vacances



Tendance lourde

La volonté méticuleuse de la droite bourgeoise helvétique de démanteler le maigre Etat social et les services publics a été un des socles de la politique fédérale de la législature finissante. La démarche est élémentaire et diablement efficace: mettre en oeuvre des (contre-)réformes fiscales favorisant les possédant-e-s, puis s'étonner d'un air faussement surpris de la baisse des recettes tout en fulminant contre le creusement des déficits publics, pour finalement demander des coupes drastiques dans les dépenses de l'Etat. Le broyeur est en marche, tout y passe: social, environnement, santé, formation, culture, etc. A croire que cette politique des «caisses vides» en devient la *raison d'être* des parlementaires bourgeois alors que pour la population, elle concourt à la mise en ordre d'un régime de régression sociale.

Le plan «Villiger-Friedman»

A bien des égards, l'annonce d'un plan d'austérité budgétaire de plus 3 milliards de francs par un Conseil fédéral emmené par le fringant ami des banques K. Villiger, couplée à la décision du Parlement d'opérer des abattements fiscaux pour plus de 2 milliards de francs à destination des hauts revenus et des propriétaires,

illustrent ce mécanisme. Et ici, la droite bourgeoise du Parlement et son Conseil fédéral ne font que transposer dans la pratique les préceptes d'habiles pèlerins de l'ultralibéralisme, qui est plus dans certains cas, recrutés chez les nobélisés de la science économique à l'image de F.A. Hayek, J. Buchanan ou M. Friedman.

Aujourd'hui encore, et à quatre-vingt-dix ans passés, M. Friedman n'en démord d'ailleurs toujours pas sur la question fiscale: toute politique de baisse de la fiscalité est *bonne* en soi (*Financial Times*, 06.06.03). Bien entendu, l'expertise neutre de l'économiste de Chicago ne saurait tomber dans le piège de la normativité, bref, de faire de la politique. Non, celui-ci ne désire que parvenir à un résultat «technique» grâce à une politique de baisse fiscale généralisée: maintenir une pression constante pour réduire les dépenses de l'Etat, voire l'Etat tout court. L'art économique de M. Friedman se résume donc à créer des dettes en défiscalisant...

Relégitimer la fiscalité

A ce cynique maître à penser du «moins d'Etat» et ses apprentis sorciers dans les universités, hautes administrations, associations économiques, parlements et

gouvernements cantonaux et nationaux suisses, il convient d'opposer une logique inverse et de revendiquer l'augmentation des recettes en «refiscalisant». Certes, parler fiscalité n'est pas très séduisant. Le brassage de chiffres ou le discours sur les finances publiques apparaissent aux yeux de beaucoup comme l'apanage d'esprits comptables, peu susceptibles de descendre dans la rue afin de défendre le progrès social. Mais, dans ce pays fortement inégalitaire où 12'000 contribuables détiennent 178 milliards de francs, soit plus de 24% de la richesse des personnes physiques, bien des esprits mériteraient à être échauffés pour descendre dans la rue...

Défendre les os

Un intellectuel de gauche autrichien, Rudolf Goldscheid, écrivait jadis que «le budget est le squelette de l'Etat». Avec sa politique des «caisses vides», la droite bourgeoise s'attaque depuis plus de 15 ans au squelette maigrichon de l'Etat helvétique. La gauche, elle, doit s'unir pour défendre une fiscalité équitable et juste afin que dans quatre ans, la droite ne suce les os.

Yves Steiner

Quel bilan global pour la gauche?

Entre 1999 et 2003 les partis de gauche, les syndicats et les mouvements sociaux ont connu une période agitée. Retour sur quelques traits marquants des quatre dernières années.

A l'approche des élections fédérales de cet automne, il apparaît utile d'esquisser un bilan succinct de ce qu'ont représenté les quatre dernières années pour la gauche politique et syndicale ainsi que pour les mouvements sociaux.

Assurances sociales en cause

Dans le domaine des assurances sociales, il n'a pas fallu attendre l'arrivée de Pascal Couchepin au Département fédéral de l'Intérieur pour constater que les affrontements se sont intensifiés ces dernières années: hausse de l'âge de la retraite des femmes à 64 ans, diminution des indemnités journalières dans le cadre de la loi sur l'assurance-chômage de 520 à 400 jours, réduction du taux de rendement minimal du deuxième pilier, rejet en votation populaire du projet d'assurance-maternité de Ruth Dreifuss. La droite de ce pays a décidé de faire de la détérioration continuelle des prestations relevant de la démocratie sociale un des piliers de son action politique. Les efforts se concentrent notamment sur les retraites.

Dans ce contexte, la gauche, malgré ses combats référendaires et autres mobilisations institutionnelles, n'a même pas pu remporter un succès d'estime. Or, les provocations de Couchepin et la volonté de la droite de réduire drastiquement les dépenses publiques laissent présager un avenir riche en combats pour la défense des assurances sociales. Les ouvriers du bâtiment (SIB), eux, n'ont pas attendu une réponse institutionnelle à leurs revendications. Leur mobilisation sur les lieux de travail et dans la rue a eu raison de la résistance patronale: la retraite à 60 ans devient une réalité. Une victoire porteuse d'avenir qui doit faire réfléchir celles et ceux qui misent uniquement sur la voie institutionnelle pour obtenir gain de cause.

Défense des services publics

L'échec de la Loi sur le marché de

l'électricité (LME) soutenue par l'écrasante majorité des milieux économiques, les partis bourgeois et une partie importante des parlementaires de gauche, constitue sans doute le succès majeur dans la lutte pour un service public démocratique et de qualité. Depuis, les chantres du libéralisme ont dû se résoudre à mettre un frein à leurs velléités. Le front composé des syndicats – dont notamment celui des services publics (SSP) – de l'ensemble de la gauche romande, des Verts suisses et finalement aussi du Parti socialiste suisse a été à la base de cette victoire. Le lien entre gauche politique et syndicale s'est révélé indispensable. Il le sera davantage dans les années à venir.

A la Poste, la quête de plus en plus effrénée de rentabilité sans beaucoup d'égards pour les intérêts des salariés et des usagers s'est approfondie. La disparition de centaines de bureaux de poste, la suppression de plusieurs milliers d'emplois et la pression accrue exercée sur les employés se sont pourtant heurtées à une certaine résistance permettant de retarder les effets les plus pervers des réformes en cours. Le mouvement massif du syndicat de la communication fin 2002 contre le projet REMA est là pour en témoigner. Comme pour la défense des acquis dans le domaine des assurances sociales, seule une mobilisation croissante de la gauche de concert avec la population concernée sera à même d'inverser un rapport de force qui reste, à l'heure actuelle, encore relativement défavorable.

Partis politiques: progression lente

En effet, dans le domaine institutionnel ce rapport de force n'évolue que très lentement. Lors des élections cantonales de ces quatre dernières années, parmi les partis de gauche ce sont les Verts (+1,4% par rapport à la période 1995-1999) et les socialistes (+ 0,4%) qui progressent alors que le Parti ouvrier populaire (-0,3%) connaît un léger recul. Des chiffres plutôt réconfortants à première vue. Or, l'avancée de l'UDC (+5,0%) pendant la même période

au détriment des radicaux (-1,8%) et du PDC (-0,8%) n'est guère rassurante même si le parti de Blocher semble avoir un peu perdu de son élan ces derniers mois. Une avancée confirmée en Suisse romande également.

La gauche, elle, progresse clairement dans le Canton de Vaud (+5 sièges) où les socialistes deviennent le premier parti; progression aussi à Neuchâtel et dans le Jura. La défaite la plus importante a lieu à Genève où l'entrée de l'UDC au Grand Conseil et les résultats médiocres de l'Alliance de Gauche et des socialistes se soldent par une perte de 8 sièges. A Fribourg socialistes et Verts régressent, tout comme en Valais.

Effectifs syndicaux stables

La grève victorieuse dans le bâtiment, le regain de combativité syndicale dans certaines régions d'activité de la Fédération des travailleurs en métallurgie et horlogerie (FTMH) comme celle de Vaud-Fribourg, la mobilisation des syndiqués du public, que ce soit dans les secteurs de santé, d'éducation ou à la Poste, ont permis de freiner l'avancée du rouleau compresseur d'un capitalisme de plus en plus débridé tout en démontrant que l'action syndicale peut être porteuse d'espoir.

Autre résultat: la diminution apparemment inévitable des effectifs de l'Union syndicale suisse (USS) s'arrête en 1999. Depuis, et malgré la crise qui continue à frapper la Suisse, on peut même constater une légère augmentation. De 380'000 il y a quatre ans, le nombre de syndiqués de l'USS est passé à 384'000 en 2002. Alors que la FTMH, le syndicat des cheminots (SEV) et celui des employés du commerce (FCTA) continuent à perdre des membres, le SIB et le syndicat du tertiaire *unia* connaissent une progression de quelques 3000 adhérents entre 2000 et 2002.

Aller de l'avant

Les tendances lourdes ne sont donc pas

défavorables à la gauche. L'expérience des années passées a montré que la combativité sur le terrain et dans le discours est essentielle. Bien évidemment, à côté des progrès, il y a des reculs et des défaites. Toutefois, face au démantèlement des conditions de travail et de l'Etat social et des services publics par la droite, seule une mobilisation constante de la gauche portera des fruits.

PhMü

brève

La «gauche de la gauche»

L'objectif est ambitieux: sous le slogan «à gauche toutel», le Parti suisse du Travail et «solidaritéS» entendent remporter au moins cinq sièges aux élections fédérales, nombre minimal pour former un groupe parlementaire autonome. C'est avant tout dans les cantons de Vaud, Genève, Zurich mais également à Zoug, que des succès sont envisagés.

Les revendications politiques ne diffèrent cependant guère de celles des partis de la gauche «institutionnelle», dont notamment les socialistes. A part le postulat de la fusion de l'AVS et du deuxième pilier, ce sont les liens plus étroits avec le mouvement social qui devront donc faire la différence.

Mouvements de sans-papiers

En Suisse romande, ce sont les mouvements actifs dans le domaine de l'asile et de l'immigration qui ont su le mieux mobiliser et occuper le devant de la scène.

Un été chaud. Printemps 2001, le mouvement vaudois «En quatre ans, on prend racine», constitué une année auparavant pour défendre quelque 160 kosovars menacés d'expulsions, se lance dans l'occupation des locaux d'une paroisse lausannoise suite à l'expulsion de ses premiers membres. C'est l'événement déclencheur. Un mois après, un collectif dont la vocation est de regrouper tous les «sans-papier» se crée à Fribourg et lance une occupation sur la base des revendications de régularisation collective et de l'instauration de la libre circulation générale des personnes. La dynamique se répandra rapidement à toute la Suisse romande, sera le sujet numéro un des médias durant tout l'été et débouchera sur une manifestation nationale regroupant quelque 7'000 personnes à Berne le 24 novembre 2001.

Deux ans plus tard, force est de constater que le souffle est un peu retombé. L'espoir né du caractère soudain et ample du développement du mouvement se retrouve rapidement confronté à de nombreuses difficultés. Face à un rapport de force politique extrêmement défavorable, les priorités du mouvement sont la

L'armée s'offre des retraites dorées



ET ALORS?
ON A TOUJOURS
COÛTÉ CHER ET
ON N'A JAMAIS SERVI
À RIEN!

sensibilisation de la population et l'élargissement du front de lutte. Or, la première difficulté se révèle être l'union des différents mouvements entre eux. Des désaccords sur les revendications et sur la stratégie à adopter débouchent sur des tensions. Faut-il considérer la promotion de la libre circulation comme la revendication suprême? Est-il préférable d'être plus réaliste et de mettre en priorité la lutte contre la future loi sur les étrangers (LEtr)? Est-il souhaitable de lancer de nouvelles et lourdes occupations alors que l'effet

des premières s'essouffle?

Le mouvement n'a pas su construire sur l'élan de sympathie et de solidarité qu'il a provoqué dans la population. Les partis de gauche et les syndicats, dont la participation est essentielle, n'ont pas su dépasser un soutien théorique et agir sur le rapport de force. Si bien que deux ans après, en cette année d'élections et à l'approche du débat parlementaire sur la LEtr, un durcissement de la lutte, avec de nouvelles occupations, n'est plus à exclure.

Oran McKenzie

Un grain de sable

Ces dernières années ont été marquées par l'apparition d'une nouvelle contestation citoyenne de la mondialisation néolibérale. Tout le monde se souvient des images presque surnaturelles de Seattle, en 1999, bloquée par des manifestations monstres pour empêcher la tenue d'un sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis, aucune rencontre des dirigeants du monde n'échappe aux manifestations et contre-sommets des femmes et des hommes qui luttent pour un autre monde. Caractérisé par sa richesse et sa diversité, le mouvement altermondialiste ne s'est pas contenté de s'unir dans l'opposition et a su construire son unité sur une

série de revendications en positif: l'exigence d'un commerce international basé sur l'équité dans les échanges, la mise sous contrôle démocratique du système financier, la défense des services publics, etc.

Malgré tous ces succès, le mouvement se retrouve maintenant devant un défi. Il doit trouver un nouveau souffle pour ne pas se laisser déposséder de l'effet d'entraînement de ses manifestations par les polémiques sécuritaires, pour dépasser le caractère déclamatoire de ses revendications et obtenir ses premiers résultats concrets.

Le parti radical a-t-il besoin de gagner les élections pour gouverner?

Une réputation d'affairisme, de copinage avec le milieu des affaires, acquise suite à la faillite de *Swissair* et le scandale de la *Rentenanstalt*, semble être de mauvais augure pour les radicaux lors des élections de cet automne.

La débâcle de *Swissair*, en 2001, puis les scandales de la *Rentenanstalt* semblaient avoir mis le grand vieux parti aux abois. En octobre 2001, l'Hebdo interpellait de manière impertinente Franz Steinegger: «Vous avez été pendant plus de dix ans président du Parti radical. *Swissair* est, de longue tradition, un bastion radical. Sa mort, c'est quelque part celle de votre parti...».

Présider dans la continuité

Suite à ces affaires, les radicaux se trouveraient gênés pour repourvoir la présidence de leur parti. Leur présence dans la plupart des conseils d'administration de ces grandes entreprises devenait un handicap pour la plupart des papables. Il était devenu honteux d'être radical. La droite alémanique des *Freisinnige*, qui longtemps a donné le la au sein du parti, laissait le champ libre à la vaudoise Christiane Langenberger. Ce choix est très habile, en effet, le parti vaudois souvent pris en faute de centrisme, notamment durant la présidence d'Yves Christen, souffrait depuis le départ de Jean-Pascal Delamuraz d'un manque de visibilité au niveau fédéral. Par ailleurs l'élection de celle qui fut d'abord une présidente *ad interim* puis un challenger, a permis de rompre avec l'image très «costume cravate et *NZZ* sous le bras» des radicaux. Enfin, si on ne peut nier à Christiane Langenberger un véritable engagement pour la cause des femmes, on

peut lui reprocher d'avoir assez vite oublié que sa section cantonale s'était opposée à la libéralisation du marché de l'électricité, contre l'avis du parti suisse. Une docilité face à la droite de son parti qui la fit changer d'opinion sur le récent paquet fiscal préférentiel à son canton. Son arrivée à la tête du parti ne devrait pas changer la ligne droitière des radicaux.

Avenir lumineux?

Va-t-on assister à un retour en force des radicaux? Les élections cantonales zurichoises du 6 avril dernier qui ont vu la défaite du parti radical et une forte avancée socialiste, semble démentir ce sentiment. Il ne faut malgré tout ne pas trop concevoir d'espoir de ce résultat: car plus qu'ailleurs les déboires de *Swissair* ont poussé les électeurs à boudier celui qui se prend volontiers pour l'*Unique* parti. Le déclin de ce dernier ne doit pourtant pas être attribué aux seules débâcles financières ou autres scandales récents. Ses résultats lors d'élections fédérales n'ont cessés de baisser depuis 1979 pour passer de 24% à 19,9% en 1999. Cette lente érosion semble être liée à une perte de crédibilité, à droite, des partis les plus «institutionnels» face à la montée de mouvements xénophobes (Vigilance, Démocrates suisses, Automobiliste,...) et une UDC populiste et tout aussi xénophobe, phagocytée par le *self-made man* Chris-

toph Blocher. Paradoxalement cette perte de crédibilité du parti radical et plus encore du PDC – qui, pour sa part, peut de moins en moins compter sur une fidélité «confessionnelle» de ses électeurs – est en grande partie due à un discours visant à diminuer la marge de manœuvre des pouvoirs politique. A quoi bon voter pour ceux qui veulent moins d'Etat, et par là, moins de possibilités d'influer sur le cours des choses? Dans le fond, Blocher ne dit pas autre chose, mais il sait promettre d'agir dans des domaines sensibles, comme la migration.

Cap maintenu

Le recul statistique du parti radical aux chambres fédérales ne traduit pas forcément une perte d'efficacité de celui-ci. En votations populaires ou lors de référendum, les radicaux n'ont jamais perdu, hormis l'exception notable sur la Loi sur le marché de l'électricité. Ces dernières années se sont traduites par une remise en cause de pratiquement tout ce qui semblaient socialement acquis. L'arrivée de Pascal Couchepin au Département de l'Intérieur marque un tournant décisif. En tenant deux départements clés, les radicaux pratiquent la politique de l'étau, avec un Kaspar Villiger qui applique la tactique des «caisses vides» (alternance de plans d'austérité et de cadeaux fiscaux) et un Pascal Couchepin qui démembrer l'Etat social. La troisième révision de la loi sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI), en novembre 2002, l'érosion de l'assurance maladie avec dernièrement la suppression de l'obligation de contracter des caisses maladie face au médecin, les attaques contre l'AVS, la baisse du taux de rémunération obligatoire minimum du deuxième pilier: autant d'exemples qui démontrent que l'aile droite du parti radical, loin d'avoir été affaiblie par l'UDC, trouve chez Blocher l'aiguillon nécessaire pour orienter la politique fédérale dans le sens qu'elle souhaite.

Le rendez-vous manqué de Christoph Blocher

Imaginez Christoph Blocher devant une salle vide! Celui qui est devenu à coup de millions l'acteur incontournable de la politique suisse, la référence droitiste absolue est un habitué des salles combles et des cantines surchauffées. Les foules se pressent pour l'entendre stigmatiser ses adversaires politiques, les requérants d'asile, les chômeurs, les «fraudeurs» à l'assurance invalidité, etc.

Toujours est-il que récemment le tribunal zurichois, comme on dit, avait invité 2500 membres et sympathisants UDC bernois à discuter de politique suisse à l'hôtel National. Une cinquantaine seulement sont venus et de plus, ils étaient loin d'être tous acquis à sa cause. Cela n'a pas plu à Blocher qui est parti fâché.

Commencerait-il à lasser un peu?

Philippe Mivelaz

Libéralisateurs ralentis?

La libéralisation des télécoms illustre la catastrophe qu'aurait pu être la libéralisation du secteur électrique. Refusée devant le peuple en septembre 2002, cette dernière n'a pourtant pas neutralisé l'appétit de la droite bourgeoise.

Le triomphalisme sans vergogne des milieux économiques et des partis de droite a fait place à une certaine vigilance et les discours tonitruants sur la relance de l'économie par le biais de la libéralisation des services publics se sont passablement modérés. C'est que pendant les quatre dernières années, les déboires des chantres du libéralisme excèdent leurs victoires.

Le courant ne passe plus

La défaite la plus cinglante est celle sur la Loi du marché de l'électricité (LME). Votée par une écrasante majorité de parlementaires – dont deux tiers des élu-e-s socialistes – la loi a finalement échoué devant le peuple. Le référendum lancé par une alliance de partis socialistes romands, des Verts, du Parti ouvrier populaire (POP) et de SolidaritéS, avec l'appui du Syndicat des services publics (SSP) et de la Fédération suisse des travailleurs sur métal et de l'horlogerie (FTMH), a progressivement gagné du terrain – notamment aussi suite aux catastrophes californiennes. Finalement, un front uni de la gauche a eu raison d'un projet de loi qui menaçait la sécurité d'approvisionnement du pays et les emplois tout en permettant des hausses tarifaires massives pour les ménages ainsi que les petites et moyennes entreprises.

Les non-dits de la libéralisation des télécommunications

La libéralisation du marché des télécoms a illustré ces menaces sur les prix et l'emploi, sans

parler du service public. Ainsi, les réductions tarifaires pour les entreprises ont été financées, en termes relatifs, par les ménages dans un marché où la facture globale, téléphonie mobile comprise, a augmenté de 30% entre 1999 et 2002. En effet, les prix des appels nationaux et internationaux en téléphonie fixe – env. 25 et 15% des appels – ont chuté de 69 et 67% en tarif normal, de 63 et 74% en tarif réduit entre 1998 et 2003. En revanche, les prix des communications locales – env. 60% des appels – ont baissé de 1% en tarif normal, mais ont augmenté de 56% en tarif réduit pour la même période.

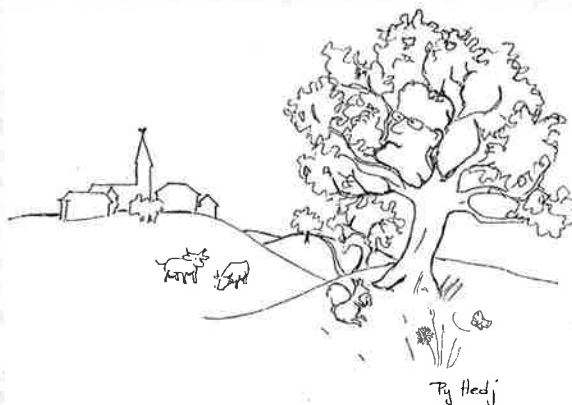
Côté emplois, le secteur en a créé 600 depuis 1998, mais en a perdu 500 en 2002. En outre, et les opérateurs de télécoms se réjouissent, le chiffre d'affaires par poste a augmenté de 23% (1998-2001) alors que la masse salariale par poste augmentait de 3% seulement.

Le marché est donc juteux, le service public menacé. Court-circuitant le Parlement, la décision du Conseil fédéral de libéraliser le dernier kilomètre (*lastmile*) par voie d'ordonnance impose ainsi à sa propre entreprise Swisscom, une rentabilité de 0% dans une grande partie de son segment téléphonie fixe, bref, la disparition de l'incitation à investir dans le réseau public.

Conflits postaux

Bilan terni également dans le domaine postal. La quête sans compromis d'une rentabilité devant à la fois permettre de constituer des réserves, d'auto-financer les investissements et

Jeu: Un Joseph Deiss s'est dissimulé dans ce paysage. Trouvez-le!



Réponse: Vous tenez vraiment à retrouver Joseph Deiss?

de rémunérer «la capital investi par les contribuables suisses» dans le jargon de la Poste, a eu des conséquences néfastes pour le service public. Dans les grandes villes mais aussi dans les régions périphériques du pays, des bureaux de poste ont disparu, et disparaissent toujours, à un rythme accéléré généralement accompagné par une baisse sensible de la qualité des services. Les employés de la Poste sont soumis à des contraintes «d'efficacité» de plus en plus insensées alors que leur nombre ne cesse de diminuer.

Parallèlement à l'abaissement du monopole de la Poste sur le courrier à 100 gr., l'entreprise publique a présenté fin 2002 un plan de restructuration de ses centres de tri (REMA) qui réduirait d'un seul coup les neuf centres existants à trois. Seule la mobilisation des salariés et la pression d'une partie de l'opinion publique ont permis un compromis ce printemps. Compromis qui met

toutefois aucunement en question l'orientation générale défendue par la Poste: celle de la rentabilité à tout prix.

Ralentissement temporaire et riposte?

Electricité, télécoms et poste, trois secteurs qui ont montré que la présence d'un ministre socialiste n'était pas, et de loin, une garantie pour le service public. Bien au contraire. En revanche, les mobilisations, malgré leur caractère défensif, ont montré leurs capacités à faire échec aux libéralisateurs.

Ces prochaines années, l'engagement pour des prestations de service public de qualité et accessibles à toute la population ainsi que le combat pour une démocratisation des entreprises de service public devront se trouver à nouveau au centre de l'action de la gauche de ce pays.

**Séverine Tys
et Philipp Müller**

L'inégalité en chiffres

On le mentionne peu souvent, mais la Suisse connaît une répartition des richesses profondément inégalitaire. Un constat qui rend la politique anti-sociale poursuivie par la droite pendant les quatre dernières années encore davantage révoltante.

Dans le pays des banques et des intermédiaires financiers, on accepte volontiers l'argent des autres – trop souvent d'ailleurs sans se préoccuper de sa provenance. Par contre, on parle peu d'argent quand il s'agit de savoir comment il est réparti à l'intérieur du pays. Dans la même logique, le fait que la Suisse compte un demi million de *working poor* – des personnes qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts à la fin du mois malgré une activité lucrative – sans évoquer les centaines de milliers de sans-papiers dont les salaires sont généralement de misère et qui ne figurent pas dans les statistiques, ne suscite que peu d'intérêt.

Pourtant, dans la discussion actuelle sur l'avenir de l'Etat social, il apparaît indispensable de jeter la lumière sur cette réalité. Pour ce qui concerne la répartition de la richesse, nous pouvons nous appuyer sur une statistique publiée en 1997 par l'Administration fédérale des contributions. Elle se base sur la fortune nette (c'est-à-dire les

actifs moins les passifs et avant déductions sociales) des personnes physiques. N'apparaissent évidemment pas les sommes soustraites aux pouvoirs publics par le biais de la fraude au fisc et par d'autres manœuvres comptables diminuant la richesse déclarée. N'apparaît pas non plus l'évolution de ces six dernières années, mais à la vue des récentes vagues de licenciement et autres scandales autour de salaires mirobolants et délits d'initiés, il semble difficilement contestable que l'inégalité va croissant. En effet, selon le dernier rapport de Merrill Lynch, grande banque new-yorkaise, sur les plus riches de la planète, le nombre de millionnaires (en dollars et sans prendre en compte la fortune immobilière) en Suisse a progressé de 6% (10'000) en 2002 pour atteindre 175'000. Ces chiffres parlent un langage clair.

La Suisse d'en-haut

Ainsi, en 1997 le 3% des contribuables suisses qui déclarent une fortune de plus

d'un million de francs disposent de pas moins de 50% de la fortune nette nationale, quelques 374 milliards de francs, chiffre légèrement supérieur au Produit intérieur brut réel de la Suisse en 2001. Fait plus marquant encore : 12'000 contribuables (0,31% du total), disposent à eux seuls de 24% (178 milliards) de toute la richesse nationale détenue par des personnes physiques.

A l'échelle des cantons romands, la situation est la suivante : dans le canton de Neuchâtel, 2,2% des contribuables détiennent 44% de la fortune nette (6,5 mia.) alors que 230 personnes physiques (0,21%) partagent 18% des richesses (2,7 mia.).

Dans le canton du Jura, 1,1% des contribuables détiennent 27,8% de la fortune nette (1,2 mia.) et 36 personnes physiques (0,09% du total) disposent de 12% de la richesse (530 millions).

A Fribourg, 2,1% des contribuables possèdent presque 40% de la fortune nette cantonale (7,9 mia.) pendant qu'à peine 200 d'entre eux (0,16%) se répartissent 17% (3,5 mia.).

Dans le canton de Vaud, la concentration est également importante. 2,7% des personnes physiques y partagent 53% de la fortune nette (31 mia.) alors que quelques 1000 contribuables (0,29% du total) vivent avec 25% des richesses.

Scénario quelque peu différent au Valais, canton rural, où 1% des contribuables disposent de 26% de la fortune nette (4,6 mia.) mais où par contre 100 personnes (0,06%) détiennent 9,6% des richesses (1,7 mia.).

Enfin, à Genève, 3% des contribuables disposent de 64% de la fortune nette (27 mia.), alors que quelques 1000 personnes (0,47%) possèdent à elles-seules 38% des richesses (16 mia.).

La Suisse d'en-bas

De l'autre bout de la pyramide, les relations s'inversent. 31% des contribuables suisses détiennent 0% de la fortune nette. 37,6% de neuchâtelois, 41,6% de jurassiens, 23,8% de fribourgeois, 45,5% de vaudois, 39% de valaisans et 44% de genevois déclarent aucune fortune. C'est

Les sources des chiffres

Les statistiques suisses sur des questions aussi fondamentales que la répartition des richesses, l'évolution de la pauvreté ou encore l'égalité salariale entre sexes sont très lacunaires. Ainsi, sur la concentration de la fortune, le dernier rapport remonte à 1997 et c'est seulement en 1999 que les premières données nationales sur les *working poor* sont rendues publiques. En effet, malgré des efforts récents visant à améliorer l'état des connaissances statistiques, ces dernières restent fortement sous-développées en Suisse. La raison en est simple : depuis la nuit des temps, les milieux dirigeants helvétiques se sont montrés fort récalcitrants face à toute tentative de mettre en lumière les aspects gênants de la réalité sociale et économique du pays.

Les chiffres évoqués dans le cadre de cet article proviennent de trois études essentiellement:

Caritas Suisse, Les working poor en Suisse: ils sont pauvres, et pourtant ils travaillent, Lucerne, 1998 (www.caritas.ch/page.php?pid=15&fid=138).

Administration fédérale des finances, Statistique de la fortune des personnes physiques pour l'ensemble de la Suisse 1997, Berne, 1999 (www.estv.admin.ch/data/sd/d/verstat/ver97.pdf).

Elisa Streuli, Tobias Bauer, Les working poor en Suisse, info:social no5, Neuchâtel, 2001.

Office fédérale de la statistique, Les working poor en Suisse, Neuchâtel, 2003 (www.statistik.admin.ch/stat_ch/ber13/rapport_pauvrete/leporello_workingpoor_f.pdf).

parmi eux que l'on retrouve les working poor, mentionnés en début d'article. En 2002, pas moins de 220'000 personnes entre 20 et 59 ans (6,5% de la population active contre 5% en 1995) travaillent sans gagner suffisamment pour dépasser le seuil de pauvreté fixé à 2200 francs pour une personne seule et à 4300 francs pour une famille avec deux enfants. En tout, 503'000 personnes, 149'000 ménages et 219'000 enfants sont concernés par ce phénomène.

Les familles avec plusieurs enfants, les personnes d'origine étrangère et les familles monoparentales – en majorité des femmes avec un ou plusieurs enfants à charge – sont particulièrement touchées. Ainsi, entre 1992 et 1999, la part des working poor parmi les familles avec trois enfants ou plus est passé de 11,2% à 18%. Même évolution chez les familles monoparentales où le chiffre passe de 14,8% à 29,2%.

La Suisse du milieu

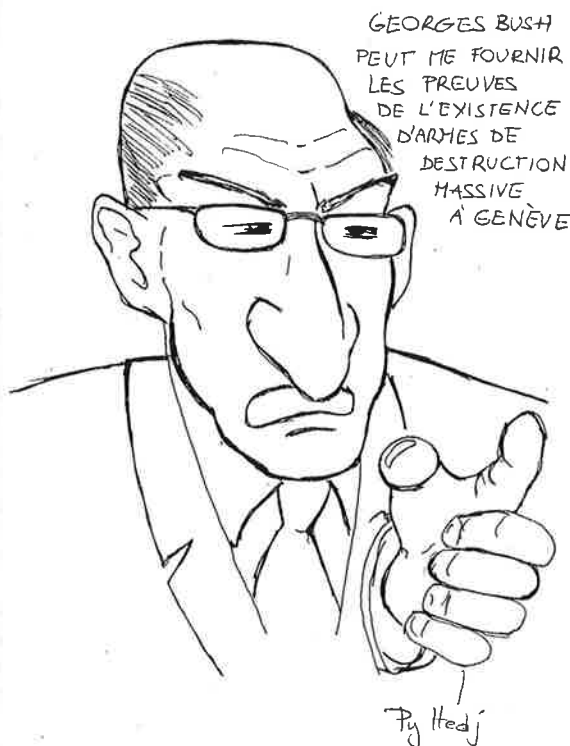
Dernière part du gâteau enfin, celle que se partage cette vaste partie de la population regroupée sous la notion de «classes moyennes». C'est elle qui est convoitée par tous les partis politiques. C'est également

elle qui a vu son revenu disponible diminuer suite à la récession en cours, les licenciements tous azimuts ou encore la hausse continue des primes d'assurance-maladie.

Sans entrer dans le débat de la définition de ces «classes moyennes» et en se basant sur les statistiques sur la fortune, deux catégories peuvent être distinguées : les personnes déclarant entre 1000 et 100'000 francs de fortune et celles se situant entre 100'000 et 1 million de francs. D'après le rapport de 1997, 39% des contribuables de la première catégorie détiennent 6,7% de la fortune nationale nette alors que les personnes classées sous la deuxième catégorie (27% du total) partagent 43,3% entre elles.

Dans le canton de Neuchâtel, 38,7% des contribuables de la première catégorie détiennent 8,7% de la fortune alors que les 21,5% restant possèdent 47,6% des richesses. Au Jura, ce sont 31,4% qui déclarent 9,4% et 25,9% qui détiennent 62,8% de la fortune nette (déclarations entre 100'000 francs et 1 million). A Fribourg les chiffres équivalents sont de 44,9% des contribuables pour 9,3% de la fortune déclarée, et 29,2% qui

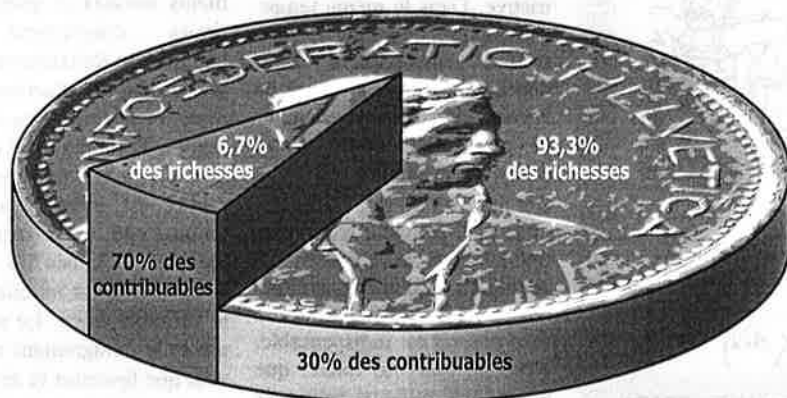
Pascal Couchepin critique le soutien du Gouvernement genevois aux anti-G8



partagent le 50% restant. Dans le canton de Vaud, 30,5% des personnes physiques avec une fortune entre 1000 et 100'000 francs détiennent 6,4% du gâteau total alors que 21,3% appartenant à la classe moyenne

supérieure déclarent 40,5% de la fortune nette cantonale. En Valais, ces chiffres sont de 38% pour 13,9% et de 22% pour 59,8% de la fortune nette. Enfin, à Genève, 34% des contribuables affichent 5,3% de la fortune cantonale nette et 19% partagent 30%.

30% des contribuables suisses possèdent 93,3% des richesses



Parler fiscalité

A la lumière de ces chiffres apparaît une réalité bien étonnante: 70% des contribuables suisses disposent de 6,7% de la fortune nette nationale et 30% possèdent 93,3% des richesses détenues par des personnes physiques résidant en Suisse. Pendant les quatre dernières années, une série de cantons a aboli ou considérablement allégé la fiscalité sur les successions et donations. Et si la gauche faisait d'un impôt fédéral sur les successions un combat politique?

Philipp Müller

Pour la démocratie économique et sociale

Quelle perspective pour la gauche ? La rédaction de *Pages de gauche* propose quelques axes de réflexion et d'action pour une gauche s'engageant en faveur du progrès social.

Avons-nous un projet ? Une question qui hante la gauche depuis un certain temps. «Pas encore» disent les uns, «il faut faire le bilan des expériences passées» disent les autres, «tout a changé et tout reste à réinventer», avancent les troisièmes. Et pourtant, à la fois l'action politique et la critique de l'évolution en cours – souvent résumé en la formule de «globalisation de l'économie» – renvoient à notre projet de toujours : démocratiser la société.

Démocratie économique et sociale

Face à la détérioration des conditions de travail, face à l'accroissement des écarts de richesse dans et entre les pays, face à la soumission de plus en plus de domaines de la vie à la logique capitaliste, la démocratisation de l'économie apparaît comme une nécessité. Il s'agit en quelque sorte de renverser la vapeur.

Au niveau des entreprises d'abord : la constitution d'un contre-pouvoir à l'arbitraire patronal se trouve au cœur des revendications. Pour contrer les exigences de rentabilité souvent démentielles des détenteurs des capitaux, un droit de co-décision des salariées pour des décisions stratégiques est fondamental. Un droit dont l'exercice dépend de l'accès sans discrimination des commissions d'entreprises et des représentants syndicaux à l'ensemble des pièces comptables et des procès-verbaux des instances dirigeantes ainsi que d'une protection contre les licenciements abusifs.

Au niveau des secteurs économiques ensuite : la soustraction de domaines aussi essentiels que l'énergie, la communication, l'eau ou la santé à l'économie de marché apparaît comme indiscutable. Or, au vu des récents scandales autour des caisses de pension et l'inefficacité des caisses d'assurance-maladie privées, il semble

également opportun de réfléchir aujourd'hui sur leur transformation en institutions publiques.

Au niveau national, la Confédération se doit de mener une politique d'investissement privilégiant la création d'emplois et une politique monétaire qui pose les intérêts du travail au-dessus de ceux du capital. Cela implique également un renforcement substantiel de l'AVS permettant enfin de respecter le droit constitutionnel à une retraite digne.

Enfin, par l'annulation de la dette des pays à régime démocratique ainsi que par une réforme de fonds du commerce et de la finance internationaux, l'insupportable écart de développement entre le Nord et le Sud doit être attaqué de front.

Lutte contre la discrimination

Le cadre législatif helvétique en matière de droit des étrangers et d'asile ne cesse de se détériorer : réduction des droits – pourtant très limités déjà – des requérants d'asile, durcissement de la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LEtr), politique migratoire restrictive. Dans le même temps, les centaines de milliers de personnes sans-papiers dont dépendent des pans entiers de l'économie suisse, vivent dans la peur permanente d'être découvert et expulsé.

Cet état des choses est intolérable et il convient d'apporter une réponse claire et intransigeante en la matière. Premièrement, la régularisation des sans-papiers est indispensable. Nous ne pouvons tolérer que les mêmes milieux politiques et économiques qui profitent

de l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci, se refusent à accorder un droit de séjour à des personnes et des familles qui très souvent vivent et travaillent depuis de nombreuses années en Suisse.

Deuxièmement, le cadre législatif restrictif de la Confédération doit être attaqué de front. D'une part, on revendiquant un véritable droit d'asile basé sur le respect du droit international. D'autre part, en combattant la révision de la LEtr qui prévoit un durcissement du cadre actuel.

Enfin, sur la question de la politique de migration un débat large et rationnel doit s'ouvrir à gauche afin d'éviter que cette dernière ne se déchire sur une question aussi cruciale que délicate car impliquant des destinées humaines et des trajectoires de vie.

Unité dans la diversité

Ce projet de démocratisation ne peut progresser sans un front relativement uni de la gauche. Syndicats, mouvements sociaux et partis politiques connaissent des logiques de fonctionnement et des modalités d'action différentes et parfois même antagoniques. Toujours est-il que sur une question fondamentale l'unité est indispensable : la volonté de faire reculer la logique capitaliste où qu'elle se trouve. C'est ici que réside le véritable enjeu. Le sectarisme et le dénigrement ne peuvent que favoriser la droite.

La rédaction

Comment occuper les vieux jusqu'à la retraite ?



Qu'ils construisent eux-mêmes leur EMS!

Et si seule la cravate était rouge...

Six mois après une arrivée au pouvoir qui avait suscité au Brésil l'espoir d'une politique opposée à l'orthodoxie néo-libérale, les premières réformes du Président Lula laissent planer le doute.

Issu de la gauche radicale, l'ancien syndicaliste et chef du Parti des Travailleurs (PT) Luiz Inácio «Lula» da Silva a été élu président de l'Etat brésilien en octobre 2002. Son arrivée au pouvoir, dans un pays de 175 mio d'habitants où 1% de la population touche 17% des revenus et possède 53% des richesses nationales, a fait naître l'espoir d'une autre politique dans une Amérique du Sud dévastée par les politiques néo-libérales du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Après six mois, cette autre politique qui voulait lutter contre la faim en réglant d'abord la question économique se fait attendre. Constamment sous l'oeil inquisiteur du FMI, le Cabinet de Lula est ainsi contraint à montrer patte blanche vis-à-vis des marchés, à tel point que beaucoup voient dans les réformes de Lula une continuation de la politique néo-libérale de son prédécesseur F. H. Cardoso.

Les hommes du Président

La formation du Cabinet de Lula avait suscité des inquiétudes. Avec J. Dirceu, un des responsables de la «conversion idéologique» du PT vers le social-libéralisme, comme chef de Cabinet ou un Ministre des finances, A. Palocci, connu pour la privatisation des services publics municipaux de sa ville de Ribeirão Preto, le doute s'immisçait lentement. Avec l'arrivée d'hommes d'affaires comme

L. F. Furlan au Commerce et à l'Industrie ou l'ex-président du lobby brésilien de l'agro-business, le grand propriétaire foncier R. Rodrigues au portefeuille de l'Agriculture, le doute devenait légitime. A l'annonce de la nomination au poste de gouverneur de la Banque centrale, H. Meirelles, ex-directeur de la *BankBoston* et membre du parti de l'adversaire de toujours F. H. Cardoso, le doute était installé.

Les réformes du Président

Les premières réformes vont renforcer les inquiétudes liées à la composition du Cabinet de Lula, malgré des gestes symboliques comme la création d'un secrétariat d'Etat aux affaires féminines ou l'annonce d'un plan de lutte contre la faim.

Ainsi, en matière monétaire, H. Meirelles conserva les directeurs de la banque centrale placés par F. H. Cardoso qui avaient accompagné la politique dictée par le FMI. Il assura ainsi sa «crédibilité» face aux marchés en maintenant, puis en relevant le taux directeur de la banque centrale, à 26,5% en juin dernier, de quoi rassurer les investisseurs étrangers. Banquiers et industriels ne furent pas en reste non plus. Les premiers avec une loi sur les faillites qui les favorisait. Les seconds au travers d'une réforme de la fiscalité dont l'objectif d'uniformisation du système de taxes brésilien était complété par une conversion d'une partie de la taxe sur le chiffre d'affaires en une taxe sur la

valeur ajoutée (TVA).

Finally, Lula et son cabinet ont décidé de s'attaquer au système des retraites. Soutenue par les 27 gouverneurs des Etats brésiliens, la réforme en question vise à repousser l'âge de la retraite de 7 ans (à 55 ans pour les femmes, 60 pour les hommes). Elle prévoit des diminutions pour les rentes des retraités actuels de la fonction publique, via des prélèvements mensuels de 11% sur le revenu, et un plafonnement des rentes au niveau de celles du secteur privé (env. 800 francs suisses par mois).

Les amis du Président... et les autres

Ces réformes, gages de respectabilité vis-à-vis des marchés financiers et du FMI, ont bien entendu fait des heureux du côté des adeptes de l'austérité budgétaire et autres fétichistes de l'inflation zéro. Pour J. Williamson, un économiste membre du *think tank* américain *Institute for International Economic*, le Brésil de Lula est devenu en moins de six mois l'exemple à suivre pour l'Amérique du Sud. Même avis du côté du magazine de la place financière de Londres, *The Economist*, qui voit dans Lula un digne héritier de F.H. Cardoso, mais en mieux, celui-ci disciplinant son parti (*The Economist*, 26.04.03 et 10.05.03).

En effet, le PT s'ingénie désormais à assujettir ses représentants en leur imposant la discipline de vote (cf. encadré) et en les sanctionnant, cas échéant, comme ce fut le cas pour trois parlementaires et une sénatrice qui n'avaient pas soutenu le gouvernement lors de la réforme des retraites. Ces premières dissensions internes au PT ont cependant vite débordé. Les syndicats de la fonction publique, qui regroupent environ 850'000 employés des services publics, et d'autres organisations militantes réagissent. Une première vague de mobilisations a eu lieu le 12 juin dernier et une grève de durée indéterminée est convoquée pour le 8 juillet. La rue qui avait porté au pouvoir Lula semble désormais vouloir le déposséder.

Lula, gardien du capital?

Le Brésil de Lula a bien entendu été au coeur des débats de l'atelier sur l'Amérique du Sud lors du Forum organisé par le Mouvement pour le Socialisme (MPS), le 17 mai dernier à Lausanne. Les exposés de R. Antunes, sociologue proche du Mouvement des Travailleurs sans Terre (MST), et de R. Robaina, membre de la direction nationale du Parti des Travailleurs (PT), se sont retrouvés sur un point: l'espoir qu'avait suscité à gauche l'arrivée au pouvoir de Lula est mort. Le professeur Antunes a livré une analyse de la «victoire tardive» de Lula, fruit de la «conversion idéologique d'une gauche que la droite aime bien», tandis que le militant Robaina a témoigné de son expérience au sein de l'appareil du PT, un appareil désormais à la botte d'une «junte directrice» dont le mot d'ordre est la discipline de vote au Parlement. Conclusion désanchantée de R. Antunes: «Je ne peux pas croire que Lula après 30 ans de luttas est devenu un gardien du capital, mais je n'ai pas de meilleures nouvelles».

YS

Yves Steiner

brève

La formation par l'amnésie

Milad Zarin-Nejadan, professeur d'économie politique de l'Université de Neuchâtel, n'a pas apprécié qu'AT-TAC conteste son choix de n'inviter que des supporters de la libéralisation des marchés de l'électricité dans un cours de formation continue sur lesdits marchés. Amnésique, le professeur ne se souvient plus que le peuple a refusé pareille libéralisation il y a quelques temps de cela. Aurait-il fallu le rappeler aux participants du cours? Bien sûr que non, puisque comme le professeur l'a fait savoir «*il n'était pas dans l'intérêt de la formation d'opposer des points de vue différents*». Dans l'intérêt des marchands d'électricité non plus.

Source:
Le Courrier, 06.06.03

brève

Le marché des ondes

La *Federal Communications Commission* (FCC), l'autorité américaine de régulation en matière de télécommunications a pris une décision courageuse début mai: celle d'autoriser le commerce libre et la vente d'ondes hertziennes. Bien d'autres régulateurs européens pourraient s'en inspirer d'ici peu avec la perspective de voir un bien public passer dans les mains des marchands et avec lui le montant des redevances payées par les opérateurs de télécommunications à l'Etat. En Suisse, on se réjouit d'avance de voir les chefs de l'armée négocier avec les opérateurs de télécommunications la minute de vol de leurs fameux drones, ces jolis joujoux pilotés par ondes hertziennes...

Source:
The Economist, 29.05.03

On oublie tout et on recommence

La rédaction de *Pages de Gauche*, m'a demandé de faire un papier d'été. Bon, qu'est-ce donc que cela veut dire un papier d'été dans *Pages de Gauche*, mensuel certes aussi engagé qu'instructif mais qui, avouons-le, se prête peu à la gaudriole et à la légèreté?

Prenons donc l'invitation au mot. En été, la politique consiste à ne pas en faire. A laisser derrière soi le souvenir des conquêtes perdues, des échecs retentissants ou des succès inespérés. Et à attendre avec délectation que l'automne annonce les grands vents du changement. Les vents chauds de la contestation sociale et/ou des victoires électorales. Bref, autant profiter de l'été pour se délester de ce qui nous a agacé et se préparer à de nouveaux et rafraîchissants espoirs. Petit inventaire personnel et non exhaustif des personnalités et événements de l'année que j'abandonnerais sans hésiter dans mon sac de plage.

Je sais qu'électoralement, c'est très maladroite de le dire et encore plus de l'écrire, mais je suis de celles qui sont plutôt satisfaites que **Johnny Halliday** parte en vacances avec ses potes, sa voix de faux crooner et sa musique pépère. J'en ai plus qu'assez de ce consensus des «sept à soixante-dix-sept ans»; marre que toutes les radios n'en finissent plus de passer ses tubes et que les journaux en fassent leur une alors que franchement, qu'est-ce qu'elle a sa gueule à part soixante ans? Et si cet automne, on passait à Michel Sardou?

Dans l'esprit France de tous les jours, il y en a aussi un qui

commence à lasser sérieusement, c'est **Jean-Pierre Raffarin**. Véritable phénomène de foire médiatico-politique, il aligne les formules qui marquent, agitent ses petits poings décidés d'homme de terrain et de consensus tout en appliquant consciencieusement les recettes libérales. Résultat: en un an, le chômage augmente en France, le poids des recettes publiques fond, le déficit explose et les contribuables aisés profitent des baisses d'impôt pour gonfler leur épargne. Pour l'automne, pourquoi ne pas réessayer Jospin, qui vient d'avoir cette jolie formule sur les retraites: «la retraite, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.»

Plus près de nous, hélas, c'est bien **Pascal Couchepin** qui irrite autant qu'un mauvais coup de soleil. Plus à l'aise avec les grands de ce monde qu'avec les petits de son pays, il a encore la prétention de faire passer pour originales des propositions que l'association patronale économie-suisse lui souffle publiquement à l'oreille. Il veut faire travailler les retraités, taxer les assurés, il engueule les journalistes de la télévision et de la radio qui seraient à la solde du parti socialiste et le peuple qui aurait l'audace de ne pas être d'accord avec lui. Il est le Conseil fédéral et le parti radical à lui tout seul, promet des palais qu'il ne

possède pas, des lendemains qui déchantent à ceux qui ne possèdent rien. Le seul espoir: que les mobilisations sociales et un échec électoral des radicaux ébranlent la statue du commandeur.

Dimanche 18 mai. Ça vous dit quelque chose? Ce devait être neuf fois oui, ce fut huit fois non. Une claque, un camouflet, une gifle, bref, la raclée fut nette et sans bavure. Cela laisse des cicatrices chez tous les socialistes, une certaine frilosité du côté de la direction du parti suisse pour qui droits populaires rime aujourd'hui avec désaveu lapidaire.

Le G8. Rien à rajouter, sauf que ouf, c'est fini.

Et pour l'automne, je me réjouis de retrouver les salariés, les assurés, les retraités dans les rues de Berne, les cantons prêts à se lancer dans un courageux référendum contre le paquet fiscal, Micheline Calmy-Rey, avec son air malicieux de celle qui n'en pense pas moins, les débats politiques de l'émission *Forum*, avec Pascal Décaillot en agitateur passionné, le dernier film de Michael Moore et surtout le prochain numéro de *Pages de gauche*.

Géraldine Savary



Ils l'ont dit

Les policiers se sont éclatés lors du G8. Commentaire d'une policière lausannoise: «C'est super! Tous ces corps de police, les Français, les Allemands, ça change de la routine, et le tutoiement se généralise, même avec certains gradés. C'est un peu notre Paléo!»

Un vitrier genevois partage ce sentiment d'euphorie: «On ne peut pas le dire trop fort, mais les affaires s'annoncent excellentes». Qui oserait dire que le G8 n'a eu aucun impact sur l'économie?

En tout cas pas le TCS! Pour preuve, ce commentaire de son porte-parole, Joël Grandjean: «C'est à l'annonce de la possible fermeture des voies de l'autoroute A1 que nous nous sommes rendu compte de l'importance des répercussions de ce sommet». Cela se confirme: le G8 a un impact sur la vie des gens.

Peut-être même un impact positif. Cinq jours après le G8, notre ministre de l'économie, Joseph Deiss, s'exprimait ainsi dans le Temps: «Je vois des lueurs positives». D'autres entendent des voix...

Alexandre Mariéthoz

brève

Excès de suffisance

Début 2000, Swisscom, Siemens et Veba vendaient Cablecom, le principal câblo-opérateur suisse, à NTL Europe, un consortium de télécommunications dont la dette représentait alors 90% de sa valeur boursière. Montant de la transaction: 5,8 mia de francs suisses. Des parlementaires s'inquiétèrent de la capture d'un réseau raccordant 1,3 mio de ménages par une firme transnationale. Saisi d'un léger doute, le Conseil fédéral chargea le Département de M. Leuenberger de vérifier si la législation suisse garantissait le bien fondé de la manœuvre et, en cas d'insuffisance, de réviser les textes de loi. Le Conseil fédéral n'ayant pas bougé, on en déduit que les services de M. Leuenberger jugèrent les textes suffisants. NTL Europe aussi. Grâce aux lois en vigueur, la firme est parvenue par un «artifice comptable, mais légal» (Le Temps, 03.06.03) à transférer les crédits nécessaires à l'achat de Cablecom... dans les comptes de Cablecom. Pendant deux ans, Cablecom a ainsi assuré le service de la dette sur les créances de son propre achat, tout en réalisant un bénéfice opérationnel de 200 mio de francs en 2002 qui assurait 92% des revenus de NTL Europe. Jugeant désormais Cablecom «juridiquement surendetté», NTL Europe a décidé de la laisser se débrouiller avec ses créanciers et a cédé ses parts à un consortium financier emmené par G. Soros, spéculateur de renommée internationale. Tout cela en toute légalité.

Séverine Tys



Sima Samar

«La question n'est pas de savoir si les femmes doivent ou non porter la burqa - même si c'est le symbole de leur oppression, et maintenant du manque de sécurité dans le pays. Le problème est bien plus lourd de conséquences: c'est celui de l'implication des femmes dans l'avenir de notre pays.»

Sima Samar, ancienne ministre des affaires féminines du gouvernement de transition afghan et actuelle Déléguée aux Droits humains de l'Etat d'Afghanistan

AGENDA ESTIVAL

4 - 10 juillet
Festival de la Cité
Lausanne

4 - 19 juillet
9^{ème} Festival d'opéra d'Avenches
Avenches

4 - 20 juillet
37th Montreux Jazz Festival
Montreux

6 - 22 juillet
Festival open air de cinéma
(<http://www.ne.ch/tourism/>) Neuchâtel

1^{er} juillet - 22 août
Musiques colorées
Scène Ella-Fitzgerald, Parc la Grange, Genève

6 juillet - 31 août, les dimanches à 16h30
Les Concerts d'été de Romainmôtier
Abbatiale de Romainmôtier

15 juillet - 21 août
56^e saison de concerts-sérénades
Cour de l'Hôtel de Ville, Genève

31 juillet - 3 août
Estivale
Place Nova Fribourgo (débarcadère), Estavayer-le-Lac

4 - 9 août
La Plage Des Six Pompes (Spectacles de rue)
(<http://www.laplage.ch/>) Place du Marché, La Chaux-de-Fonds

7 - 10 août
World Music Festiv'Alpe
(<http://www.festivalpe.ch/>) Château d'Oex

5 août - 16 septembre
40^{ème} Festival International de Musique de Sion-Valais
(<http://www.sion-festival.ch/>) Sion

14 août - 6 septembre
Théâtre d'été Vallée de Joux
Il est interdit de faire le clown dans l'entreprise
(<http://www.cledar.ch/>) Le Sentier

numéro 14, juillet-août 2003

PAGES DE GAUCHE

DOSSIER FIN DE LÉGISLATURE: OÙ VA LA SUISSE ?



Monsieur Antoine
Chollet
La Corbatière 167
2314 La Sagne (NE)

JAB
1002 Lausanne